Supporterres

Le magazine de SOS Faim rédigé par ses volontaires

Migrations : le monde rural en mouvement

Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles

**Trimestriel N°9
Septembre 2019**

N° d'agrément
P601176

Migrer au carré

**Pourquoi des hommes et des femmes quittent-ils leurs villages ?
En quoi l'activité agricole d'une zone engendre-t-elle des migrations ?
À l'inverse, quels impacts les migrations ont-elles sur l'alimentation et l'agriculture ?**

© J.L. Brocart

Vous découvrez
Supporterres
et souhaitez le recevoir
gratuitement ?
Écrivez-moi à :
cra@sosfaim.org

SOS Faim asbl
Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles
T 02 548 06 70
www.sosfaim.be

CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1

E.R. > Olivier Hauglustaine

Relecture > Joseph Kolié,
Jessica Pipyn, Marc Mees

Design > yellowstudio.be

Réalisé avec le soutien de

Belgique
partenaire du développement

Avec l'angle rural et agricole qui est le nôtre, Jessica s'est intéressée à l'origine des migrations et aux effets engendrés, **retrouvez son article en page 10.**

Pour alimenter le débat, Dieynaba **donne la parole au Sud (pp.6-7)** et relate le parcours d'un émigré sénégalais revenu au pays. Ce portrait est enrichi par l'analyse de deux chercheurs sénégalais sur les flux migratoires.

Conditions d'emploi précaires et insécures sont le lot de nombreux travailleurs immigrés du bassin méditerranéen. À contre-courant, un projet pionnier a décidé d'envisager les migrants comme des alliés pour répondre à la perte de vitesse du secteur agricole et à son corollaire, l'exode rural. **Découvrez l'expérience de La Bolina avec Jessica P. en pp. 12-13.**

Au Sénégal aussi l'enjeu de créer des perspectives d'emploi dans le secteur agricole est pris en compte. **RDV dans focus p. 14 pour en savoir plus sur PARERBA**, un projet d'appui à la réduction de l'émigration rurale et à la réintégration dans le bassin arachidier au Sénégal dans lequel est impliqué notre partenaire la FONGS.

Et en Amérique Latine ? Notre **partenaire ARARIWA** se mobilise pour renforcer les capacités et offrir des compétences aux populations rurales de la Région de Cusco. Un **centre de formation en gastronomie et art culinaire** a vu le

jour et vous est présenté par Carole et Jessica P. **pp. 4-5.**

Dans notre regard sur, Mathilde détaille la vision de la Coalition contre la Faim qui réclame des voies de migration sûres et légales mais aussi une cohérence entre les politiques migratoire et de développement.

Migrer au carré, pourquoi ce titre ?

Le thème fait écho en moi puisqu'après 8 ans au sein de SOS Faim je migre également vers d'autres horizons.

Merci chers lecteurs. Par votre intérêt, vous donnez à l'agriculture la place centrale qu'elle mérite.

Merci chers donateurs. Par votre soutien, vous améliorez les conditions de vie des petits producteurs.

On est ensemble ...

Clémentine Rasquin,
Rédactrice en chef de Supporterres

HUNGER RACE

2019

UNE ÉDITION RECORD !

Records battus pour cette 4^e édition de Hunger Race avec **81 équipes** qui ont pris le départ. Les participants ont récolté la somme extraordinaire de **119.227€**. Le succès de cette édition 2019, c'est aussi la mobilisation des **97 bénévoles** qui se sont donnés sans compter.

Pour ceux qui ne connaissent pas encore, Hunger Race est l'événement sportif et solidaire de SOS Faim qui prend ses quartiers à Bouillon. Décliné en format M (20km) ou XL (35km), il propose un parcours kayak et la spectaculaire descente en death-ride.

Et pour les autres ? Ceux qui ne courent pas ? Hunger Race s'est paré d'un 3^e parcours de marche. Une nouveauté qui a remporté un vif succès puisque **20 équipes** ont décidé de tester cette version « Soft » de Hunger Race. Coureur averti ou du dimanche, soyez donc tous les bienvenus en 2020.

Festival Alimenterre : le cru 2019

Imaginez. Le charme du Cinéma Galeries et ses caves voûtées, l'accueil légendaire des volontaires et une sélection de documentaires pas piquée des vers.

Pour cette 11^e édition, le Festival Alimenterre se tiendra du 9 au 25 octobre à Bruxelles et en Wallonie (Arlon, Charleroi, Liège, Mons, Namur, Ottignies et Louvain-la-Neuve). En prime, nous dévoilons deux films de la sélection.

CHOCOLAT DE LA PAIX

de Gwen Burnyeat & Pablo Mejia Trujillo

De la fève au produit, le cacao est le fil conducteur qui nous guide à travers les histoires de violence et résilience de la Communauté de Paix de San José de Apartadó.

4

projections :

Judi 10/10
Bruxelles
Mardi 15/10
Arlon
Mercredi 16/10
Mons
Samedi 19/10
Liège

FAUT-IL ARRÊTER DE MANGER LES ANIMAUX ?

de Benoit Bringer

Une quête universelle à la rencontre des pionniers d'un élevage respectueux des animaux et de la planète qui s'interroge sur la dimension morale et durable de nos modes d'alimentation.

4

projections :

Judi 10/10
Bruxelles
Judi 17/10
Arlon
Vendredi 18/10
Liège
Mercredi 23/10
Charleroi

PARTENAIRE
DE SOS FAIM

© SOS Faim

Fin des années 60, la réforme agraire est annoncée; les terres appartenant aux propriétaires deviennent la possession de l'Etat et sont distribuées aux paysans. Vingt ans plus tard, après plusieurs changements de pouvoir, les propriétaires ont récupéré la majorité de leurs biens. De nombreux paysans se retrouvent appauvris avec comme seul moyen de subsistance un petit lopin de terre. C'est dans ce cadre qu'Arariwa a été fondé en 1984, dans le but de sortir les paysans et plus spécifiquement les femmes et les jeunes de la précarité.

Depuis 35 ans, Arariwa, institution de promotion de développement rural, porte des projets de renforcement des capacités et organise des formations. Avec toujours la même intention : éviter l'émigration de jeunes et des moins jeunes vers la capitale, Lima ou ailleurs.

Un centre pour former les jeunes

Eviter l'émigration, c'est offrir des perspectives d'emploi et d'avenir pour les jeunes. C'est dans ce but qu'Arariwa a développé le CENFOPAR, centre de formation et de production à Urubamba. Le centre propose une alternative éducative pour le développement rural de la vallée sacrée.

« Nous voulons offrir des possibilités d'emploi aux jeunes de la région et leur donner l'opportunité de poursuivre leurs études, malgré des ressources limitées. C'est l'aspect le plus prégnant de notre travail aujourd'hui, sans perdre de vue pour autant notre volonté de renforcer leur identité sociale et culturelle. »,
Francisco Cueva Garcia, directeur d'ARARIWA.

Arariwa, le gardien des terres

Région de Cusco, au sud-est du Pérou. Une zone perchée à 3400 mètres d'altitude au milieu de la Cordillère des Andes. C'est là qu'Arariwa a posé ses bagages avec pour mission d'améliorer les conditions de vie des cuzquéniens.

ARARIWA : L'ORIGINE DU NOM

Arariwa signifie le gardien des champs en quechua. Il tenait à l'œil les voleurs, les animaux et les oiseaux qui essayaient de voler le blé. Aujourd'hui, l'Arariwa est le sage du village. Celui qui transmet les coutumes, qui coordonne les semis, et qui s'occupe des rituels au moment de semer et de la récolte. Pour sa récolte, le paysan suivra toujours les conseils et les interprétations de l'Arariwa.

Le centre compte plusieurs filières technologiques de niveau post secondaire, ainsi que des écoles de langues et différents programmes de formations de courte durée débouchant directement sur un emploi. Selon l'option choisie, cinq certificats sont décernés aux étudiants en tant que spécialistes dans les domaines suivants : technologie de l'information, guide du tourisme rural, formulation de projets, production agricole et gestion des affaires.

L'association développe ainsi le capital humain de la région. Elle s'occupe également de la promotion de petites entreprises rurales et sociales comme un restaurant école ou encore une pisciculture dédiée à la commercialisation de la truite.

Gastronomie et art culinaire au restaurant-école Paraqay

Ce projet éducatif porte le nom du maïs géant d'Urubamba, Paraqay. Cette année, le restaurant-école compte 61 étudiants inscrits. Le programme dure 3 ans et mêle cours théoriques et formations pratiques. Après quoi l'étudiant peut obtenir son Diplôme Technique Professionnel en Gastronomie.

« Il me semble important de soutenir notre pays par le biais de la cuisine et de la gastronomie. Un de nos élèves, Walter, a créé son entreprise de restauration dans la région avant même de terminer sa formation et d'obtenir son diplôme. Elmer, un autre ancien étudiant, dirige actuellement son propre restaurant touristique à Urubamba. »

José Luján Vargas, chef et professeur à Paraqay.

Le restaurant vise l'autosuffisance et travaille avec des producteurs locaux créant ainsi une chaîne de bénéfices pour toute la communauté à travers la valorisation de la tradition culinaire de la région.

Ces micro-entreprises sont de beaux exemples d'initiatives qui augmentent l'offre d'emploi et qui peuvent convaincre les étudiants d'investir dans leur région. Selon les dernières enquêtes menées par Arariwa, parmi les jeunes diplômés, 80% développent des activités économiques différentes à travers le pays.

Carole Stavart et Jessica Pipyn
Stagiaires

PORTRAIT ET ANALYSE D'UNE AFRIQUE QUI BOUGE.

Mboro, région de Thiès à l'Ouest du Sénégal à deux heures de Dakar. Moustapha Serigne Ba, hier, émigré en Italie, aujourd'hui maraîcher au pays.

*« Mon grand frère est parti en 1997.
En 5 ans, il avait sa maison et une voiture.
On rêvait tous de l'Europe à l'époque. »*

L'EFFORT

Au Sénégal j'ai eu mon bac, je me suis formé et quand je suis arrivé en Italie on m'a fait vendre des sacs. Quand je suis rentré en 2015 j'ai investi dans l'agriculture. Aujourd'hui, je suis maraîcher et éleveur à la tête d'une exploitation agricole et propriétaire d'un véhicule. En Italie, ce qui me manquait le plus, c'est le plus précieux: se réveiller chez soi et être en famille.

L'AVENIR

À la dernière récolte il y avait tout le village. Il y a du potentiel ici. Les fils de l'Afrique doivent rentrer. Et l'Afrique doit mettre les jeunes en avant, ce sont eux qui construisent le pays. Il faut valoriser les femmes aussi, au moment de la récolte ce sont elles qui viennent.

LA CLÉ

Le problème c'est le capital. Pour démarrer une activité, il faut un capital de départ. Les perspectives d'emploi font défaut. Ma femme a un master depuis 3 ans et elle n'a même pas décroché un stage. Avec LVIA, un consortium

d'ONG européennes, on recherche des subsides pour financer les projets d'émigrés de retour.

LA LEÇON

En Italie j'ai travaillé dans les champs, je suis devenu un assidu. C'est en Europe que je suis devenu mature et que j'ai gagné en expérience. J'ai beaucoup appris, même à croire en moi-même.

Cheikh Oumar Ba est socio-anthropologue et Directeur de l'IPAR, un think tank sur les politiques agricoles et le développement rural en Afrique de l'Ouest.

*« Les jeunes constituent un potentiel,
on a besoin de s'en préoccuper. »*

L'histoire des migrations est l'histoire de l'homme. Les zones de départ deviennent des zones d'arrivée et le migrant d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier. Bien que tout change, une seule constante : le manque de perspectives. Immersion au Sénégal, en Afrique de l'Ouest.

© STR UZIK - simply human

Comment décriez-vous les flux migratoires au Sénégal ?

L'émigration a toujours existé. Les Sénégalais ont d'abord émigré vers le Congo et l'Afrique centrale, ensuite vers l'Europe en France puis vers l'Italie et l'Espagne.

Les causes économiques sont en première ligne. Les gens cherchent à améliorer leurs conditions de vie. Les migrations sont aussi liées à la fuite des cerveaux, c'est le phénomène de push-pull: on quitte des zones peu favorables pour des zones plus attractives. En ce qui concerne les jeunes, ils n'ont souvent pas accès à la terre et émigrent pour gagner en autonomie.

Quel est le profil migratoire de votre pays ?

La migration vers l'Europe ne concerne que 20% des cas. La majorité des migrants restent sur le continent. Au Sénégal, la migration est surtout interne et fruit d'une régulation entre l'offre et la demande. Beaucoup quittent le bassin arachidier pour la vallée du fleuve Sénégal. L'État peut équilibrer les flux migratoires par une politique de développement territorial et gagnerait à créer les conditions pour une insertion durable des jeunes.

Comment faire de la migration une dynamique positive ?

Il y a un enjeu d'accès à l'information : le jeune qui quitte une zone doit savoir où trouver de l'emploi. Il faut aussi faciliter le transfert d'expérience : le jeune doit pouvoir ramener chez lui ce qu'il a appris dans les zones de migration, ce qui lui permettrait d'augmenter sa productivité et de disposer ainsi de revenus plus durables.

Abdou Salam Fall est Directeur de Recherche en Sociologie et Coordinateur du LARTES, laboratoire de Recherche sur les transformations économiques et sociales.

Partir devient l'ultime recours lorsque toutes les solutions s'épuisent.

Migrer, c'est diversifier ses sources de revenus dans un environnement à risque. C'est aussi un moyen de réguler une population qui croît et des ressources naturelles qui baissent. Les changements environnementaux induisent la migration interne, qui entraîne la dégradation des terres. Les zones côtières sont parmi les plus exposées: les migrations internationales concernent davantage les pêcheurs, qui s'orientent vers les pays frontaliers et l'Europe. Quant aux migrations internes, ce sont plutôt le fait de femmes. Les transferts des jeunes migrants constituent un enjeu économique et social pour le pays: ils concourent à l'amélioration des conditions de vie et à la réduction de la pauvreté.

Dieyenaba Faye
Volontaire

MIGRATION, les faits

Migrant, réfugié, immigré...

Il y a de quoi s'y perdre. De quoi parle-t-on ?

1. Une personne qui est accueillie par un pays qui n'est pas son pays d'origine et où elle compte s'installer.
2. Une personne qui, en cas de retour dans son pays, craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe ou de ses opinions politiques.
3. Une personne qui quitte son lieu de résidence habituelle pour s'établir à titre temporaire ou permanent et pour diverses raisons, soit dans une autre région du même pays, soit dans un autre pays.
4. Une personne qui sort de son pays d'origine pour vivre dans un autre pays.

immigré (1) - immigré (2) - réfugié (3) - migrant (4) - émigré

Profil des migrants

LE SAVIEZ-VOUS ?

MIGRATION INTERNE

MIGRATION INTERNATIONALE

MIGRATION ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

MIGRATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT VERS LES PAYS DÉVELOPPÉS

Les réfugiés

Source : International Migration Report 2017 (United Nations)

85% des réfugiés dans le monde sont accueillis par des pays en développement.

Source : UNHCR, « Global Trends : forced displacement in 2018 »

En découdre avec les préjugés

“ La Belgique accueille toute la misère du monde ”

En 2017, la Belgique a offert la protection internationale à **13.833 personnes sur 68,5 millions de déplacés, soit à 0,02% des personnes déplacées.**

(Source : CGRA)

“ L’immigration ruine les finances publiques ”

L’immigration génère un **gain fiscal de 117 euros/habitant/année**

(Source : OCDE - Organisation de coopération et de développement économiques)

“ Une Europe forteresse empêchera l’arrivée de migrants ”

Le renforcement des frontières n’empêche pas les migrants d’arriver mais les pousse à emprunter des routes plus dangereuses. **En 2019, 669 ont déjà perdu la vie** en tentant de traverser la Méditerranée.

“ Ils viennent pour toucher des allocations et prendre notre travail ”

Un demandeur d’asile a **droit à une aide matérielle** : hébergement dans un centre d’accueil et nourriture. Être en Belgique ne lui donne **aucun droit à toucher des allocations**, il faut être régularisé pour pouvoir y prétendre.

En Afrique subsaharienne, plus de 80% des réfugiés vivent en zone rurale.

Source : FAO, 2018

Loin des clichés : les visages de la migration

*Ils s'appellent Souleymane, Consuelo, Ken...
Autant de noms que de raisons de migrer différentes.
Une réalité migratoire complexe, souvent bien
au-delà des clichés. Migrer c'est aussi un droit
dont chacun devrait pouvoir disposer librement.
C'est lutter contre les inégalités. C'est transmettre
également. Regard sur un phénomène jugé
trop souvent négativement.*

« Les migrations sont aussi anciennes que l'histoire de l'homme ». Ces mots de Ken Ndiaye, né au Sénégal et échevin de la culture à Ixelles depuis 2018, soulignent leur caractère constant, lié aux changements structurels des sociétés. Alimentées par les disparités socio-économiques entre régions, les migrations concernent rarement, contrairement aux idées reçues, les plus pauvres. Ces derniers sont contraints à une mobilité réduite, faute de moyens.

ON MIGRE SURTOUT AU SEIN DE SON PROPRE PAYS

Le spectre migratoire est large. Il s'étend des **migrations volontaires, majoritaires au niveau international**, aux migrations forcées. Les premières sont principalement liées à des motifs économiques, les secondes découlent de conflits ou de catastrophes naturelles. Entre les deux, une multitude de variantes existent.

Les flux migratoires entre pays en développement sont légèrement supérieurs à ceux entre pays en développement et pays développés. Quant aux **réfugiés internationaux, 85% sont accueillis par des pays en développement**. En Afrique subsaharienne, plus de 80% d'entre eux vivent en zone rurale.

Le phénomène migratoire le plus important reste la **migration interne**. A l'échelle mondiale, cette migration concerne environ **760 millions de personnes**, soit trois fois l'effectif des migrants internationaux. Une majorité de ces migrants migrent entre zones rurales ou de zones urbaines à **zones rurales**. En Afrique subsaharienne, les migrations rurales représentent 75% des déplacements internes.

75 % des pauvres dans le monde vivent dans les espaces ruraux.

améliorent leurs conditions de vie et peuvent être investis dans des moyens de production agricole. Ainsi, la migration joue un rôle important dans la sécurité alimentaire. Pour Consuelo Perez issue de la migration équatorienne, les migrants sont aussi des acteurs de développement pour le pays de destination et d'origine. Migrer c'est **apporter sa main-d'œuvre et son savoir**. C'est **acquérir des compétences** qui pourront être transmises dans la communauté d'origine. C'est **participer au financement de projets de développement communautaire**.

LE COÛT MIGRATOIRE

Pour la famille et la communauté d'origine, la migration engendre une **perte de main-d'œuvre**. Une perte d'autant plus importante que ce sont souvent les jeunes et les plus instruits qui migrent. La charge de travail du conjoint peut augmenter, tout comme le risque de faire travailler les enfants. **Pour les migrants**, comme Souleymane, **l'intégration peut être difficile**. Migrer devient synonyme de pauvreté, de clandestinité et d'exploitation. C'est aussi parfois **mobiliser des ressources familiales**, avec pour conséquence une attente de « retour sur investissement ». Un coût humain, économique et social difficile à évaluer.

L'ENJEU : FAIRE DE LA MIGRATION UN VRAI CHOIX

Il est crucial d'assurer des voies légales et sûres de migration. Mais aussi d'établir un cadre permettant de maximiser leurs effets positifs. Pour la FAO, il faut de plus « renforcer la résilience des populations rurales menacées par les catastrophes et les conflits, [...] aider les pays et les communautés d'accueil » et affronter les causes des migrations de détresse. À ce titre, soutenir l'agriculture et le développement rural est essentiel pour lutter contre ces causes migratoires et ce, d'autant plus que « d'ici 2050, plus de la moitié de la population des pays les moins avancés vivra encore en milieu rural ».

Ressource pour aller plus loin : FAO. 2018.

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2018. Migrations, agriculture et développement rural. Rome.

Jessica Vanreenterghem

Volontaire

POURQUOI MIGRER ?

Souvent, parce qu'on ne voit pas d'alternative pour **échapper à la pauvreté rurale et à l'insécurité alimentaire**. Des raisons intimement liées au chômage, aux phénomènes météorologiques extrêmes, aux conflits, à l'instabilité politique et au manque d'accès aux services publics.

Selon la FAO, les **facteurs démographiques** jouent aussi un rôle important « en particulier lorsqu'ils sont associés à d'autres facteurs, comme le caractère limité des ressources naturelles ». En situation de pénurie de terres agricoles et faute de perspective d'emploi en zones rurales ou à proximité, ils incitent les jeunes ruraux à migrer.

Enfin, la **demande de travailleurs** saisonniers, domestiques et de pêcheurs migrants stimule la migration.

MIGRER POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

L'émigration rurale permet de **diversifier les revenus**, de réduire les risques. Les fonds envoyés aux proches

Faire AVEC les travailleurs migrants

Exode, dépeuplement, vieillissement, chômage, dégradation des terres, sont autant de maux qui affectent les zones rurales européennes. En Espagne, La Bolina a décidé de faire des migrants des alliés pour redynamiser les campagnes. Une tendance à contre-courant dans le bassin méditerranéen. Portrait tout en nuances des perspectives de travail et d'emploi des travailleurs immigrés.

« Si vous créez d'abord un lien avec la terre, je pense qu'il est plus facile de s'intégrer dans une société. C'est plus facile pour les espagnols de vous aimer s'ils savent que vous aimez leurs terres. » Sam, réfugié gambien et militant écologiste au centre de la photo.

Comment redynamiser les zones rurales ? Quels rôle et place pour les migrants face à ce défi ? Projet pionnier en Espagne, La Bolina fondée en 2016 par une équipe multiculturelle, cherche à faire revivre le village de Saleres.

LES RÉFUGIÉS, UNE OPPORTUNITÉ POUR REDYNAMISER LES CAMPAGNES

La Bolina a élu domicile dans la vallée de Lecrín dans la province de Grenade en Andalousie. L'Andalousie représente une zone de production clé en Espagne et à l'échelle européenne. Avec la population locale, l'association intègre réfugiés et migrants en milieu rural en voie de dépeuplement. Les différentes communautés cessent alors de cohabiter de façon parallèle pour laisser place au vivre ensemble.

« Le projet s'attaque à des problèmes qui sont intimement liés que sont le changement climatique, certains modèles économiques, le dépeuplement rural et la migration. Nous proposons un modèle de vie durable en zone rurale autour d'activités agricoles, renforçant ainsi l'économie locale. » María, co-fondatrice du projet.

Le groupe est à l'initiative de formations en permaculture et agroécologie enseignées par et pour des réfugiés. Loin de considérer les immigrés comme une main-d'œuvre disponible pour le système agroalimentaire, La Bolina est un projet inclusif qui valorise les capacités des gens à collaborer, à penser de façon créative et à réinventer leur environnement par l'entrepreneuriat, la participation et la revitalisation de l'économie locale.

© De Veneridis/Vegalis - Shutterstock

« J'ai acquis de nombreuses compétences au cours de la formation en permaculture, agroécologie et commercialisation. Aujourd'hui, un professionnel m'enseigne les méthodes traditionnelles de culture d'oranges. Si tout se passe bien, je continuerai à travailler avec lui. Cela me permettra de contribuer positivement à l'économie locale et à l'environnement tout en me construisant une vie ici en Espagne. »

MUCTAR, DEMANDEUR D'ASILE GAMBIEN.

▶ QUAND LE BASSIN MÉDITERRANÉEN TIRE SA COMPÉTITIVITÉ DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

La Bolina n'est malheureusement pas représentative des expériences de travail et d'emploi des travailleurs immigrés, en Espagne comme ailleurs. Fort de ses 400 000 hectares, le bassin méditerranéen est la seconde zone de production agricole dans le monde, après l'Asie. Gros pourvoyeur d'emploi peu qualifié, il mobilise une force de travail en situation précaire et notamment une main-d'œuvre immigrée. C'est d'autant plus paradoxal que le taux de chômage est élevé dans ces zones. Mais les bas salaires et la pénibilité des tâches ont eu raison de la motivation des travailleurs locaux. Ajoutez à cela un flux permanent d'immigrés prêts à accepter ces conditions. C'est de cet esclavage des temps modernes que dépend la compétitivité du secteur agricole de la région qui parvient ainsi à tirer son épingle du jeu de la concurrence internationale.

Chaque année, des milliers de tonnes de fruits et légumes sont récoltés dans le sud de l'Europe par des ouvriers saisonniers migrants payés entre 20 et 25€ par jour. Pour la plupart sans-papiers, privés de facto de protection sociale et d'assurance maladie.

« Le syndicat dénonce ces abus devant la justice et alerte l'opinion publique sur cet esclavage moderne. Toute personne qui rentre dans une serre doit avoir un salaire et un logement dignes. Les luttes syndicales sont difficiles avec les clandestins, parce qu'ils ont peur de l'expulsion. L'immigré est conscient de l'exploitation, quand il a des papiers il s'en va. »

SPITOU MENDY, ANCIEN PORTE-PAROLE DU SINDICATO ANDALUZ DE TRABAJADORES

L'initiative de La Bolina mériterait de passer à l'échelle supérieure et de bénéficier de répliques afin de donner aux migrants et aux réfugiés un vrai statut. C'est à cette condition que les migrants pourront devenir des alliés dans le maintien du tissu social et d'une agriculture à taille humaine dans les zones rurales européennes.

Jessica Pipyn
Stagiaire

PARERBA : **6 000 emplois agro-alimentaires** **en perspective dans le bassin** **arachidier sénégalais**

Quelles opportunités économiques pour permettre l'inclusion des jeunes dans l'économie rurale sénégalaise ? Dans la zone du bassin arachidier, le contexte est compliqué : aléas climatiques, dégradation des sols, pénuries d'eau. C'est là que PARERBA a posé bagage en 2017.

Financé par l'Union européenne, PARERBA (Projet d'Appui à la Réduction de l'Émigration Rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier) vise à créer et stabiliser des emplois ruraux et cible en priorité les jeunes et les migrants de retour au pays. Le projet est déployé à Fatick, Kaolack et Kaffrine, dans le sud du bassin arachidier, une région hautement stratégique puisqu'elle concentre près de 50% de la population rurale du pays et plus de 25% de l'émigration internationale sénégalaise.

Sécuriser l'accès au foncier

Le projet vise dans un premier temps à sécuriser l'accès à la terre des bénéficiaires. Un important travail de sensibilisation et de formation des producteurs sur l'enjeu des droits fonciers a ainsi été réalisé. En parallèle, des ateliers ont permis d'identifier des filières porteuses comme le piment et le poivron. Le projet organise et structure les bénéficiaires en groupements en vue d'une gestion collective des ressources. Des champs école paysans (CEP) permettent quant à eux de promouvoir les bonnes pratiques agricoles. Depuis les techniques de pépinière à la plantation, les producteurs renforcent leurs capacités.

« À travers des investissements dans les aménagements hydro-agricoles, nous souhaitons faire de l'agriculture une activité professionnelle et permanente et offrir un revenu stable aux producteurs ».

Alessio Salvadori Pannini, Responsable du projet et directeur adjoint d'ENABEL Sénégal.

« Avant ma participation dans ce projet, j'ai essayé d'émigrer plusieurs fois. J'avais prévu d'émigrer vers la Guinée Equatoriale mais PARERBA est arrivé à point nommé. On nous a convoqués à la commune Samba Gueye où j'ai pu rencontrer l'équipe en charge. C'est grâce à ce projet que je n'ai pas émigré à nouveau. Actuellement je cultive du piment ce qui me permet de subvenir à mes besoins. Je ne compte plus partir, je préfère rester ici. » Mouhamed, bénéficiaire.

Jessica Pipyn
Stagiaire

MIGRATION ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : CHANGER DE PARADIGME

Et si la migration était envisagée comme une opportunité pour lutter contre l'insécurité alimentaire ? C'est le message que porte la Coalition contre la faim, consortium d'ONG dont SOS Faim est membre.

Un bateau de migrants en mer Méditerranée appelant à l'aide. En 2019, 669 ont déjà perdu la vie en tentant de traverser la Méditerranée.

© Naeblys Shutterstock

La migration constitue depuis longtemps une stratégie d'adaptation positive pour les familles rurales en situation précaire : il est temps que les politiques migratoires et de développement intègrent cette vision.

Aujourd'hui, on observe une difficulté croissante pour les migrants au Sahel à émigrer. Dans cette zone, les politiques de l'UE se concentrent sur la "migration irrégulière", ce qui n'est pas sans conséquences sur les déplacements des migrants. Or, ces entraves à la mobilité réduisent les chances des migrants d'améliorer leur situation et celle de leurs familles. Trop souvent même, elles mettent en danger leur vie.

C'est pourquoi assurer des voies sûres et légales de migration est une condition incontournable pour permettre aux migrants d'atteindre leur destination en toute sécurité. Mais pour y parvenir, il est nécessaire d'établir une réelle cohérence entre les politiques migratoires et de développement.

PLAIDER POUR UNE COHÉRENCE ENTRE POLITIQUE MIGRATOIRE ET DE DÉVELOPPEMENT

La politique migratoire devrait encourager et faciliter la mobilité régionale à tous les niveaux. L'aide au développement ne doit en aucun cas devenir un outil de gestion des flux migratoires au risque d'exclure des dispositifs les personnes dans l'incapacité de migrer. Ces personnes vivent dans des situations très précaires et manquent souvent de ressources pour migrer. C'est pourquoi les politiques de développement doivent rester orientées vers les communautés les plus vulnérables et ce, indépendamment de leur capacité à migrer.

Malheureusement, les récents projets de développement des pays européens cherchent majoritairement à endiguer la migration irrégulière.

Tel est le cas du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (4,2 milliards d'euros) créé en réponse à la crise migratoire de 2015. Cette vision trop simpliste réduit la migration à la migration intercontinentale et affaiblit l'efficacité à long terme des politiques de développement.

Un changement de paradigme profond est nécessaire dans la façon de penser le lien entre migration et développement : le rôle positif de la migration pour le développement doit enfin être reconnu par les décideurs politiques de tous bords. Fin 2018, un cap a été franchi grâce à l'adoption par les Nations Unies du Pacte mondial sur les migrations, qui acte justement ce principe. La Belgique ayant signé ce pacte, nous disposons désormais d'un argument fort pour inciter le gouvernement belge à prendre des mesures audacieuses et concrètes en termes de migration et développement.

Mathilde Calmels
Volontaire

LES MIGRATIONS SONT VIEILLES COMME LE MONDE ET FAÇONNENT CELUI-CI. AU CŒUR DES DÉBATS, ELLES NOUS CONCERNENT TOUS. VOUS AVEZ ENVIE DE FAIRE QUELQUE CHOSE ? LA PLATEFORME CITOYENNE DE SOUTIEN AUX RÉFUGIÉS VOUS PROPOSE QUELQUES MOYENS DE LES SOUTENIR.

Triez vos placards : vêtements, produits hygiéniques, sac de couchage, sac à dos > hub@bxlrefugees.be

Devenez bénévole pour coordonner la logistique > volunteers@bxlrefugees.be

Accueillez un.e réfugié.e : Groupe Facebook « Hébergement Plateforme Citoyenne » ou hebergement@bxlrefugees.be

Devenez chauffeur.se > portedulysse@bxlrefugees.be

Naïké

« La plateforme citoyenne m'apporte bien plus que ce que je peux lui apporter. Sa force, c'est d'arriver à rassembler des personnes simples et justes. Avec très peu de moyens mais une volonté de fer, elles mettent en place de petites actions concrètes. C'est un projet collectif infiniment humain qui crée un sentiment d'appartenance et de mobilisation citoyenne qui nous touche au plus profond de nous et qui nous fait revenir à l'essentiel. »

Eva

« Nous avons offert notre toit, un lit et surtout de la chaleur humaine à un jeune qui a quitté son pays en traversant mer et terre dans l'espoir de trouver une vie meilleure. En repartant, j'ai lu dans ses yeux la joie et la reconnaissance. »

Vous hésitez à sauter le pas ? Retrouvez sur www.perlesdaccueil.be des témoignages de bénévoles.

Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles
www.sosfaim.be